



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 25

CINQUIÈME SESSION, QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE ET RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES

TREIZE HEURES TRENTE

Les projets de loi mentionnés ci-après, dont l'objet a été indiqué, sont lus une première fois :

(N° 24) — *Loi modifiant la Loi sur les incendies échappés/The Wildfires Amendment Act*,
(M. le ministre NESBITT)

(N° 23) — *Loi modifiant la Loi sur les personnes vulnérables ayant une déficience mentale/The Vulnerable Persons Living with a Mental Disability Amendment Act*,
(M^{me} la ministre SQUIRES)

(N° 30) — *Loi n° 2 modifiant la Loi sur la réglementation des alcools, des jeux et du cannabis et la Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries/The Liquor, Gaming and Cannabis Control Amendment and Manitoba Liquor and Lotteries Corporation Amendment Act (2)*.
(M. le ministre SMITH [Lagimodière])

M. KHAN, *ministre du Sport, de la Culture et du Patrimoine*, fait une déclaration au sujet des Jeux d'hiver du Canada.

U. ASAGWARA et, avec le consentement de l'Assemblée, M^{me} LAMOUREUX font des observations sur la déclaration.

M. JOHNSON, *ministre de l'Agriculture*, fait une déclaration au sujet de la Semaine canadienne de la sécurité en milieu agricole.

M. BRAR et, avec le consentement de l'Assemblée, M. LAMONT font des observations sur la déclaration.

Conformément au paragraphe 28(1) du *Règlement*, MM. LAGASSÉ, REDHEAD et MARTIN, T. LINDSEY ainsi que M. GERRARD font des déclarations de député.

Les pétitions qui suivent sont présentées et lues devant l'Assemblée législative du Manitoba :

M^{me} LAMOUREUX — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à modifier les conditions d'admissibilité aux Services d'intégration communautaire des personnes handicapées pour qu'elles reposent sur les besoins des personnes ayant des handicaps spécifiques ou non spécifiques, notamment des handicaps multiples ou touchant des fonctions exécutives, et non seulement sur leur QI.

M. MALOWAY — Demande visant à exhorter le gouvernement provincial à collaborer avec les municipalités afin de créer un programme incitatif provincial — notamment sous la forme d'un remboursement de taxe — qui encouragerait les particuliers et les chefs d'entreprise à acheter des systèmes de sécurité homologués.

Conformément au paragraphe 34(8) du *Règlement*, le leader adjoint de l'opposition officielle à l'Assemblée annonce que la proposition émanant d'un député visant à exhorter le gouvernement provincial à mettre fin au sous-financement de l'éducation sera examinée le prochain jeudi où seront abordées les affaires émanant des députés.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* CULLEN voulant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. KINEW voulant que la motion principale soit remplacée par ce qui suit :

Que l'Assemblée déplore que le gouvernement néglige les priorités des Manitobains dans son budget étant donné :

- a) qu'il a trahi la confiance des Manitobains au cours des sept dernières années en appuyant Brian Pallister, en effectuant d'énormes compressions dans le secteur des soins de santé, ce qui comprend la fermeture de salles d'urgence, la réduction des soins oncologiques et le congédiement d'infirmières, en effectuant des compressions en éducation, y compris l'élimination de postes d'enseignants et d'assistants en éducation, en appuyant le projet de loi 64 et en ignorant les perspectives communautaires, qu'il a augmenté le coût de la vie en haussant, par décision du Conseil exécutif, les loyers et les factures d'électricité de centaines de dollars, qu'il a envoyé de l'argent aux milliardaires, qu'il a manqué à ses obligations envers les Manitobains de bien d'autres façons en négligeant d'assumer ses responsabilités et d'équilibrer le budget malgré l'augmentation record des recettes ainsi que l'augmentation des transferts fédéraux et des fonds provenant d'Hydro-Manitoba, qu'il n'a pas répondu adéquatement aux besoins en matière de soins de santé, qu'il n'a pas annulé la réduction du financement affecté aux routes dans les régions rurales et du nord du Manitoba, qu'il n'a pas présenté d'excuses pour des années de sous-utilisation de fonds et de compressions annuelles et qu'il ne s'est pas attaqué au problème de l'itinérance dans les collectivités locales,

et que le gouvernement provincial ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

L'Assemblée reprend également le débat sur la motion de M. LAMONT voulant que l'amendement soit amendé par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

- b) qu'il ne reconnaît pas qu'un budget plein de grandes promesses ne compensera pas sept années de coupes et gels budgétaires dans tous les secteurs du gouvernement et qu'il ne défend pas les personnes dans le besoin;
- c) qu'il ne reconnaît pas que l'augmentation des transferts fédéraux a largement contribué à améliorer les perspectives financières du Manitoba;
- d) qu'il ne mentionne pas même une seule fois la réconciliation avec les peuples autochtones, ce qui reflète une absence totale d'inclusivité dans un document budgétaire qui se vante pourtant d'être « une aide historique pour les Manitobains »;

- e) qu'il ne veille pas à ce que les recettes provinciales qui n'ont pas été perçues en raison du remboursement de l'impôt foncier pour l'éducation soient remplacées intégralement par des augmentations annuelles additionnelles qui permettraient de veiller à ce que le système éducatif manitobain continue d'être bien financé;
- f) qu'il ne reconnaît pas que l'engagement du gouvernement provincial à augmenter le nombre de places dans les programmes d'études en soins infirmiers n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux besoins du système de santé manitobain et qu'il ne fait par ailleurs aucune mention d'une stratégie de rétention des professionnels du domaine ni ne s'engage à mettre une telle stratégie en place;
- g) qu'il n'augmente pas le financement prévu pour les initiatives de recrutement et de maintien en poste des médecins, malgré le besoin urgent de médecins de famille et de médecins spécialistes dans toute la province, particulièrement dans les collectivités rurales et du Nord;
- h) qu'il n'accomplit pas de progrès notables relativement au recrutement et au maintien en poste de professionnels paramédicaux, lesquels jouent un rôle essentiel dans la fourniture de soins de santé, puisqu'il ne mentionne même pas les renégociations contractuelles avec ces professionnels dont la convention collective n'a pas été renouvelée depuis cinq ans;
- i) qu'il ne réussit pas à s'éloigner suffisamment de la politique catastrophique des néo-démocrates dans le domaine de la santé visant à privilégier la médecine de couloirs, ce qui permettrait de prévenir des décès évitables dans les salles d'urgence au Manitoba;
- j) qu'il n'augmente pas le nombre de lits réservés aux soins de longue durée au Manitoba;
- k) qu'il n'appuie pas suffisamment les services de soins à domicile et de soins palliatifs en vue de permettre aux gens de rester chez eux, ce qui a pour conséquence désastreuse d'engorger les couloirs des hôpitaux;
- l) qu'il ne reconnaît pas le fait que le QI ne doit pas être le seul critère d'admissibilité aux services de soutien offerts par les Services d'intégration communautaire des personnes handicapées et que de nombreuses personnes dont le QI est normal ou élevé et ayant des difficultés d'apprentissage ou des handicaps touchant des fonctions exécutives ont aussi besoin d'aide;
- m) qu'il ne reconnaît pas l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique et d'aider les industries manitobaines à s'adapter aux changements découlant de la nécessité de réduire le recours aux combustibles fossiles et de faire la transition vers un usage accru de l'électricité.

Le débat se poursuit sur le sous-amendement.

M. SALA, M. le *ministre* JOHNSON, M^{me} LAMOUREUX, MM. GUENTER et WASYLIW ainsi que M. le *ministre* TEITSMA interviennent.

M. BRAR exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures et le conserve pour la reprise du débat.

La séance est levée à 17 heures et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

La présidente,

Myrna Driedger